



1 - Actualité nationale et internationale

Décisions de la BCE

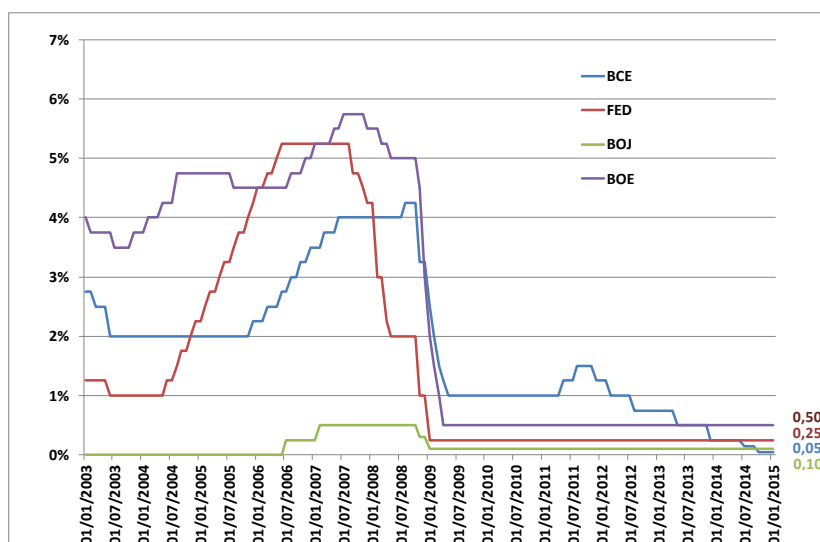
Lors de sa réunion du 22 janvier 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de lancer un programme étendu d'achats d'actifs. L'Eurosystème effectuera ses premiers achats en mars 2015. Ils s'élèveront à 60 milliards d'euros par mois jusqu'à septembre 2016, soit un total de plus de 1 000 milliards d'euros. Le Conseil a également décidé de modifier la tarification des six opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui restent à effectuer en supprimant l'écart de 10 points de base par rapport aux opérations principales de refinancement qui a été appliqué aux deux premières TLTRO. Enfin, le Conseil a décidé de laisser inchangés les taux directeurs de la BCE. Ce programme étendu d'achats d'actifs, qui constitue un « assouplissement quantitatif » de la politique monétaire (en anglais « Quantitative Easing » ou QE), était très attendu. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a expliqué que cette décision « a été prise pour faire face à deux évolutions défavorables : (i) la dynamique de l'inflation demeure plus faible qu'attendue ; (ii) le caractère accommodant de la politique monétaire n'a pas été suffisant pour contrer de façon adéquate les risques accrus d'une période trop prolongée de faible inflation. Les taux d'intérêt de la BCE se situant à des niveaux planchers, l'adoption de nouvelles mesures de bilan est devenue nécessaire pour atteindre notre objectif de stabilité des prix ». Concernant les modalités de mise en œuvre de ce programme d'achats, M. Draghi a précisé que « les achats de titres émis par les gouvernements et agences de la zone euro seront déterminés sur la base des parts des Banques centrales nationales (BCN) dans la clé de répartition du capital de la BCE (...) et qu'en ce qui concerne le partage des pertes hypothétiques (...) 20 % des achats supplémentaires feront l'objet d'un régime de partage des risques ».

Annonce du programme étendu d'achats d'actifs : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-bce-annonce-un-programme-etendu-d-achats-d-actifs.pdf

Déclaration Introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150122.fr.html>

Modification du taux d'intérêt applicable aux futures opérations de refinancement à plus long terme ciblées : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-bce-annonce-une-modification-du-taux-d-interet-applicable-aux-futures-operations-de-refinancement.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : Hausse continue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 488 300 en France métropolitaine fin novembre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin octobre 2014 (+0,8 %, soit +27 400). Sur un an, il croît de 5,8 %.

Europe : Stabilité du chômage en ZE18 et légère baisse en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en novembre 2014, stable comparé à octobre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9 % de novembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0 % en novembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'octobre 2014 et à celui de 10,7 % de novembre 2013. Eurostat estime qu'en novembre 2014, 24,423 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,394 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 19 000 dans l'UE28 et a augmenté de 34 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2013, le chômage a baissé de 1,487 million de personnes dans l'UE28 et de 522 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2014 ont été enregistrés en Autriche (4,9 %) ainsi qu'en Allemagne (5,0 %), et les plus élevés en Grèce (25,7% en septembre 2014) et en Espagne (23,9 %).

Inflation

France : hausse de l'IPC en décembre

En décembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après une baisse de 0,2 % le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il recule de 0,1 %. En glissement annuel, il augmente de 0,1 %. Hors tabac, l'IPC est stable sur un an.

Inflation toujours en baisse en zone euro

« Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,2 % en décembre 2014, en baisse par rapport au mois de novembre, où il était de 0,3 %. Ce taux négatif de l'inflation annuelle de la zone euro pour décembre est attribuable à la chute des prix de l'énergie (-6,3 %, contre -2,6 % en novembre), alors que les prix demeurent stables pour l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,0 %, contre 0,5 % en novembre) ainsi que pour les biens industriels hors énergie (0,0 %, contre -0,1 % en novembre). La seule hausse annuelle prévue concerne les services (1,2 %, stable par rapport à novembre). »

FMI

Croissance mondiale revue à la baisse par le FMI

Au niveau mondial, le PIB devrait progresser de 3,5 % en 2015 et de 3,7 % en 2016 (contre 3,8 % et 4 % anticipés en octobre), selon les nouvelles prévisions de croissance publiées par le FMI. Le PIB français augmenterait de 0,9 % cette année et de 1,3 % en 2016 (au lieu de respectivement 1 % et 1,5 %) et celui de l'Allemagne de 1,3 % et 1,5 % successivement. La croissance chinoise s'établirait à 6,8 % en 2015 et 6,3 % en 2016. Les États-Unis, avec un PIB revu à la hausse à 3,6 % pour 2015 puis 3,3 % en 2016, restent dynamiques.

Actualité législative

Décret n° 2015-2 du 2 janvier 2015 autorisant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030025065>

Et arrêté du 2 janvier 2015 fixant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) en application de l'article R. 712-4-1 du code monétaire et financier, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030025399>

2 – Actualité régionale

Chine : recul des prêts bancaires au profit de la finance informelle

En décembre 2014, la production nette de crédits accordés par les banques a atteint CNY 697 milliards (environ 11 000 milliards de F CFP) en baisse de 13,6 % par rapport au mois de novembre. Ce repli apparaît malgré les dernières mesures prises par la PBOC pour stimuler l'activité : baisse des taux d'intérêt annoncée fin novembre, injection de CNY 400 milliards en décembre et assouplissement du ratio de prêts sur dépôts du système bancaire. Concernant les autres types de financement, dont la finance informelle, ils sont passés de CNY 1 150 milliards en novembre à CNY 1 690 milliards en décembre.

Japon : un troisième plan de relance en 2015

Le Japon étant en récession depuis le 3^{ème} trimestre 2014, le Premier ministre Shinzo Abe a annoncé le 27 décembre dernier le déblocage de 3 500 milliards de yens (soit près de 3 000 milliards de F CFP) sur l'année 2015. Il a annoncé que ce troisième plan de relance viendra soutenir les travaux d'infrastructures publiques, les bas salaires et les petites entreprises.

Australie : creusement du déficit commercial

Le déficit commercial australien s'est creusé de 5 % (CVS) en novembre 2014, atteignant 925 millions AUD contre 877 millions un mois plus tôt. Tirées par le secteur des marchandises, les importations ont augmenté plus rapidement que les exportations (+208 millions de AUD, contre +160 millions). Le taux de chômage s'établit en novembre 2014 à 6,3 %, stable sur le mois (+0,1 point, CVS). L'Australie compte désormais 777 700 chômeurs.

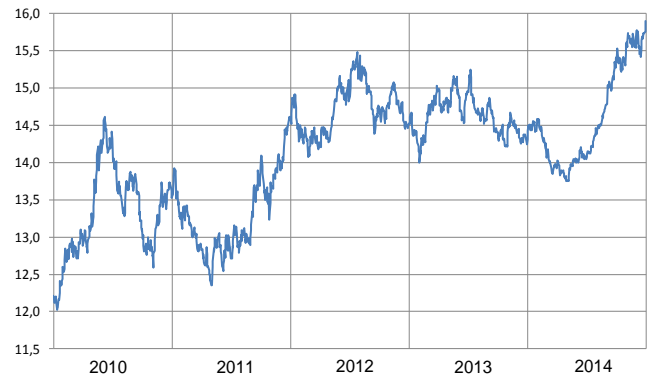
Lors de sa réunion du 3 décembre 2014, la banque centrale d'Australie (RBA) a reconduit son taux directeur principal à 2,5 %, taux stable depuis le 7 août 2013.

Nouvelle-Zélande : dégradation de la balance commerciale

En novembre 2014, le déficit commercial s'établit à 213 millions de NZD, contre un excédent de 153 millions un an plus tôt. Cette dégradation s'explique par un recul des exportations (-421 millions) en particulier de produits laitiers.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2014, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu son taux directeur principal à 3,5 %, inchangé depuis le 24 juillet 2014.

Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Élection du 14^{ème} gouvernement

Le 31 décembre 2014, le Congrès était appelé à élire le 14^{ème} Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, suite à la dissolution du Gouvernement de Cynthia Ligeard intervenue le 16 décembre. Les 11 membres du Gouvernement précédent ont été réélus. Cependant, aucune majorité n'a pu être trouvée permettant la désignation du Président au cours des cinq jours suivant l'élection. Un nouveau vote est intervenu le 22 janvier suite à la convocation des membres du Gouvernement par M. Bouvier, Haut commissaire de la République. Aucun candidat n'a toutefois été désigné au cours de cette réunion. Le 13^{ème} Gouvernement continue donc d'assurer la gestion des affaires courantes.

Mise en place de nouvelles mesures fiscales

Trois délibérations fiscales sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2015, faisant suite à un vote du Congrès en date du 15 décembre 2014. Deux nouveaux impôts sont créés. Au titre de la Contribution Additionnelle à l'Impôt sur les Sociétés (CAIS), les entreprises réalisant un bénéfice supérieur à 30 millions de F CFP sont désormais imposées à 3 % sur leurs bénéfices distribués. Les bénéfices investis sont en revanche exemptés de cette taxe. Une Contribution Calédonienne de Solidarité (CCS) est également introduite sur les revenus du travail (1 %) et sur les revenus issus du capital (2 %), dans le but de soutenir le financement des régimes sociaux. Parallèlement, le taux de l'Impôt sur les Revenus des Valeurs Mobilières (IRVM) est relevé de 10 % à 11,5 %, et la Province Sud percevra désormais des centimes additionnels sur cet impôt (2 %). La perception de centimes additionnels par les communes sur ce même impôt est maintenue à 2,5 %.

Accord interprofessionnel suite à la fin du gel des prix

Introduit en août 2013 suite aux mobilisations contre la vie chère, le dispositif de gel des prix a pris fin au 31 décembre 2014. Les organisations professionnelles – le Syndicat des importateurs et des distributeurs de la Nouvelle-Calédonie, le Syndicat des commerçants de Nouvelle-Calédonie et la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie - se sont accordées sur une baisse de 10 % des prix de 440 biens et services et sur une modération des prix des autres produits à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour un an. Le gouvernement et les organisations syndicales de salariés - USOENC, COGETRA, Fédération des fonctionnaires, UT-CFE/CGC - ont approuvé cette proposition, qui devrait permettre d'éviter une hausse brutale des prix.

Fuite de métal à l'usine KNS de Vavouto

Une fuite de métal s'est produite le vendredi 26 décembre 2014 sur le site de production métallurgique de Koniambo. 500 tonnes de métal se sont déversées du four n°1 de l'usine, provoquant l'évacuation complète du site et l'arrêt de la production. La société Koniambo estime les pertes liées au seul métal déversé à 330 millions de F CFP. Suite à des travaux d'expertise, la Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie (DIMENC) a validé le 18 janvier 2015 la reprise prochaine de la production sur le four n°2 de l'usine, suite à la réalisation de travaux de réfection du site.

Nouvelle ligne électrique à Bourail

La construction d'une nouvelle ligne électrique de 15 000 volts sur la commune de Bourail a été approuvée par le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie le 23 décembre 2014. Cette nouvelle ligne, qui reliera le poste de la Néra au réseau Néaoua-Boulouparis, viendra en renfort au réseau électrique proche de la saturation dans cette région.

Développement du réseau d'infrastructure numérique

Lors de son conseil d'administration du 14 janvier 2015, l'Office des Postes et des Télécommunications (OPT) qui table sur des recettes de 16 milliards de F CFP pour 2015 a confirmé que 3,8 milliards de F CFP seraient consacrés au déploiement des infrastructures de fibre optique à partir de 2016. Deux marchés ont été attribués pour la mise en place du réseau en Nouvelle-Calédonie. Le lancement de la fibre optique correspond à la deuxième étape du développement numérique du territoire, après la mise en place de la 4G à compter de février 2015.

Approbation du budget de la CMA

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) a vu son budget 2015 validé par le gouvernement néo-calédonien à 920 millions de F CFP, en augmentation de 10 % comparativement à l'année écoulée.

Autre publication

Le Conseil Economique, Social et Environnemental de la Nouvelle-Calédonie a publié l'étude suivante :

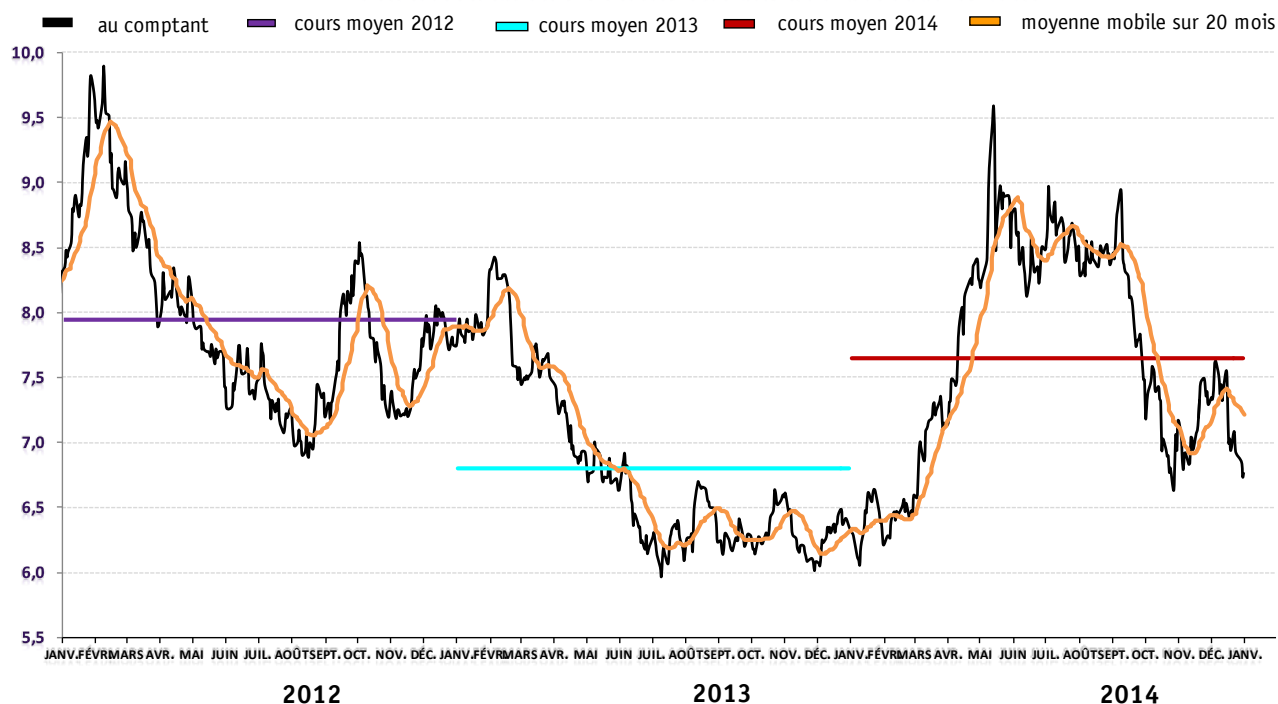
- Rapport & Vœu n°05/2014 – Quel avenir pour notre tourisme ? – 21 novembre 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-14	105,63	0,2%	0,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-14	6 661	-5,5%	4,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-14	13 350	4,9%	59,2%
	cumulées	nov.-14	128 400	-	25,2%
Importations	mensuelles	nov.-14	25 160	-17,0%	1,0%
	cumulées	nov.-14	271 550	-	3,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-14	7,22	1,3%	14,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-14	699	2,5%	27,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-14	661	30,1%	3,7%
	cumulées	nov.-14	4 777	-	20,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-14	6 263	2,4%	32,0%
	cumulées	nov.-14	70 755	-	17,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-14	10 967	1,9%	6,0%
	cumulés	oct.-14	84 053	-	-2,4%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		sept.-14	272 169	-	5,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		déc.-14	101,41	0,01%	-0,05%
• IRL (p)		déc.-14	119,94	0,02%	0,02%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-14	17	-79,8%	5,7%
	cumulées	nov.-14	944	-	8,8%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-14	26	-68,0%	4,7%
	cumulées	nov.-14	882	-	-32,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-14	184	2,2%	-66,7%
	cumulées	déc.-14	5 343	-	-10,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-12	déc.-13	déc.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	17 337	16 236	17 490	-6,4%	7,7%
Dépôts à vue	266 446	280 834	313 557	5,4%	11,7%
Total M1	283 783	297 070	331 047	4,7%	11,4%
M2-M1	106 020	110 814	116 586	4,5%	5,2%
Total M3	606 064	606 051	626 331	0,0%	3,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	455 321	455 772	438 017	0,1%	-3,9%
Ménages	400 097	407 821	416 736	1,9%	2,2%
Collectivités locales	53 919	67 920	84 976	26,0%	25,1%
Autres agents	14 525	17 054	14 546	17,4%	-14,7%
Total encours sain	923 862	948 567	954 275	2,7%	0,6%
Créances douteuses brutes	19 340	21 174	29 210	9,5%	38,0%
Total encours brut	943 202	969 740	983 486	2,8%	1,4%

Interdits bancaires

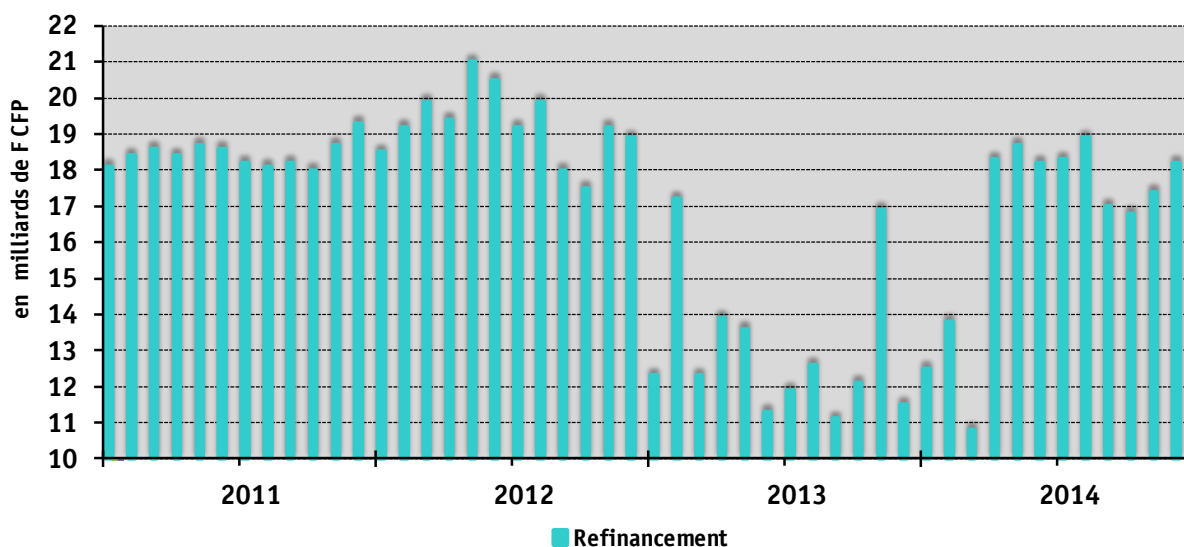
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	déc.-14	7 653	-1,8%	-0,9%
	dont personnes physiques	déc.-14	6 777	-1,7%	-1,1%
	dont personnes morales	déc.-14	876	-2,2%	0,3%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Cotes valides		déc.-14	17 310	0,3%	7,9%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM		déc.-14	5 323	0,6%	6,0%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-14	18,2	4,8%	58,2%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var.
Indice des prix à la consommation	déc	105,0	105,6	0,6%
Entreprises				
nombre d'entreprises	déc	55 782	57 958	3,9%
dont entreprises sans salarié	déc	49 176	51 408	4,5%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	déc	109	86	-21,1%
redressements judiciaires	déc	71	73	2,8%
personnes morales en interdiction bancaire	déc	873	876	0,3%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	23 271	25 905	11,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	5 539	8 239	48,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 626	3 107	-14,3%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 349	6 661	4,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	6 446	7 232	12,2%
chômeurs indemnisés	sept	2 044	2 430	18,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	déc	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire	déc	6 852	6 777	-1,1%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 042	2 951	-3,0%
incidents paiements sur chèques	déc	36 097	28 178	-21,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	5 934	5 343	-10,0%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	14 926	15 264	2,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	24 856	25 059	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 517	12 416	-0,8%
Echanges				
nombre de touristes	oct	86 091	84 053	-2,4%
nombre de croisiéristes	sept	258 296	272 169	5,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	6,81	7,65	12,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	6,31	7,22	14,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	3 966	4 777	20,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	15 636	20 650	32,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	60 134	70 755	17,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	73 869	97 212	31,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	868	944	8,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 302	882	-32,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	90 807	118 743	30,8%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	88,6%	92,5%	3,9 pts
total des importations (M FCFP)	nov	262 696	271 550	3,4%
total des exportations (M FCFP)	nov	102 542	128 400	25,2%
taux de couverture	nov	39,03%	47,28%	8,2 pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	44 408	44 798	0,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	déc	280 834	313 557	11,7%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	déc	297 070	331 047	11,4%
M2 (M1 + Compte épargne lgoement + Comptes sur livret)	déc	407 884	447 633	9,7%
Dépôts à termes	déc	198 128	178 698	-9,8%
M3 (M2 + Dépôts à termes)	déc	606 051	626 331	3,3%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	déc	3 760	4 245	12,9%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	4,38%	3,88%	-0,5 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	4,37%	3,97%	-0,4 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,68%	3,47%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échéancés à la consommation	sept	7,46%	6,60%	-0,9 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	969 740	983 486	1,4%
Ménages	sept	407 821	416 736	2,2%
dont crédits à la consommation	sept	74 420	73 656	-1,0%
dont crédits à l'habitat	sept	327 098	337 144	3,1%
Entreprises	sept	455 772	438 017	-3,9%
dont crédits d'exploitation	sept	80 184	73 131	-8,8%
dont crédits d'investissement	sept	241 766	233 120	-3,6%
dont crédits à la construction	sept	117 250	117 441	0,2%
Collectivités locales	sept	67 920	84 976	25,1%
dont d'investissement	sept	65 403	82 811	26,6%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	17 054	14 546	-14,7%
créances douteuses brutes	sept	21 174	29 210	38,0%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	3,0%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	sept	712 111	711 157	-0,1%
Ménages	sept	366 069	386 109	5,5%
Sociétés	sept	229 326	219 247	-4,4%
Autres agents	sept	116 717	105 801	-9,4%
dont assurances-vie	sept	104 234	111 213	6,7%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
	taux		date d'effet						
taux de la facilité de dépôt	-0,20%		10/09/2014						
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%		10/09/2014						
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%		10/09/2014						
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte						
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%							
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%						
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%							
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%							
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux		date d'effet	
	31/12/2014	28/11/2014	Var. M-1	banques métropolitaines		6,60%		15/10/2001	
EONIA	0,1440%	0,1280%	+ 0,016 pt						
EURIBOR 1 mois	0,0180%	0,0200%	- 0,002 pt						
EURIBOR 3 mois	0,0780%	0,0820%	- 0,004 pt						
EURIBOR 6 mois	0,1710%	0,1800%	- 0,009 pt						
EURIBOR 12 mois	0,3250%	0,3310%	- 0,006 pt						
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal		taux		JORF	
	déc.-14	nov.-14	Var. M-1	année 2014		0,04%		06/02/2014	
TMO	1,1800%	1,3800%	- 0,200 pt	année 2013		0,04%		01/03/2013	
TME	0,9800%	1,1800%	- 0,200 pt						
Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme									
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/12/2014	28/11/2014	31/10/2014	31/12/2014	28/11/2014	31/10/2014	31/12/2014	28/11/2014	31/10/2014
taux JJ	0,175%	0,170%	0,170%	0,044%	0,047%	0,043%	0,450%	0,425%	0,480%
3 mois	0,425%	0,205%	0,270%	0,112%	0,106%	0,114%	0,600%	0,600%	0,600%
10 ans emprunts phares	2,180%	2,200%	2,340%	0,330%	0,420%	0,460%	1,760%	1,920%	2,240%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)									
<u>Crédits aux particuliers</u>			Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,65%		
Prêts à taux fixe			4,57%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			3,35%		
Prêts à taux variable			4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			4,25%		
Prêts-relais			4,92%	Découverts en compte			13,27%		
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			3,87%		
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			20,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure		
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			14,37%	Découverts en compte			13,27%		
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			9,21%						
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	98,2882	1 NZD/XPF	76,8642	1 HKD/XPF	12,6719	1 GBP/XPF	153,2055	
100 JPY/XPF	82,1674	1 AUD/XPF	80,4719	1 SGD/XPF	74,3130	100 VUV/XPF	96,2179	1 FJD/XPF	49,7402